



**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques**

\*\*\*\*\*

**Section d'Ille-et-Vilaine**

## **DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 27 SEPTEMBRE 2013**

Monsieur le Président,

Ce comité technique se tient dans une période où les droits à la retraite sont à nouveau mis à mal. Une nouvelle contre réforme prévoit de porter la durée de cotisation à 43 ans. L'âge moyen d'entrée dans la vie active étant de 24 ans, une retraite à taux plein ne s'obtiendrait qu'à 67 ans !

FO réaffirme donc qu'allonger la durée de cotisation, c'est reculer de fait l'âge de départ à la retraite. Il faut revenir au plus vite à une durée de cotisation de 37,5 années pour une retraite à taux plein.

C'est en effet possible, par l'octroi de moyens pour la lutte contre la fraude fiscale. C'est possible aussi par une vraie réforme fiscale procurant les moyens pour augmenter les salaires et les retraites, et pour créer les emplois nécessaires au bon fonctionnement des services publics.

A ce sujet le budget 2014 présenté ce 26 septembre en conseil des ministres est encore particulièrement douloureux pour le ministère de l'économie et des finances puisque 2564 nouvelles suppressions d'emplois y sont annoncées.

Pourtant l'état prétend redoubler ses efforts contre la fraude fiscale et prévoit à ce titre 2 milliards de recettes supplémentaires. On fera ainsi toujours mieux avec moins de moyens.

De même, vous allez nous présenter dans ce CT la modulation de la prime à la performance des cadres de la DRFiP 35. FO DGFIP condamne l'individualisation des rémunérations et la culture de la performance et rappelle la préoccupation essentielle des agents : le pouvoir d'achat des fonctionnaires est officiellement reconnu en baisse.

FO condamne avec force le gel de la valeur du point d'indice reconduit pour la 4ème année consécutive.

FODGFIP 35 tient à vous faire part de son opposition à la démarche stratégique et à la modernisation de l'action publique.

Le Directeur Général a présenté le 3 juillet en grande pompe la démarche stratégique aux Directeurs départementaux des Finances publiques.

Il s'agit presque d'un clone de la RGPP, repeinte en rose.

Nous tenons à rappeler que lors du Comité Technique de Réseau du 8 juillet, le projet présenté aux syndicats par la direction générale n'a fait l'objet d'aucune modification, malgré un vote unanime contre émis par les syndicats présents.

N'entendant pas participer à la cogestion de la démarche stratégique, FO DGFIP a donc décidé de ne pas participer à la deuxième réunion sur le sujet, qui s'est déroulée le 18 juillet.

Les pistes de cette démarche recoupent celles de la cour des comptes sur l'organisation territoriale de l'Etat ; les postes et les services de la DGFIP sont les premières cibles de la casse territoriale orchestrée par les lois de décentralisation. La démarche stratégique est un outil de mise en place de cette nouvelle organisation territoriale de l'Etat –ou de ce qui en resterait.

Dans cette logique, FO DGFIP 35 n'a pas participé à la réunion que vous avez proposée aux syndicats de notre département le 5 septembre 2013 pour décliner cette démarche au plan local.

Le seul objectif de cette démarche est de démembrer la DGFIP, dans un plan d'ensemble plus vaste défini par la Modernisation de l'Action Publique (MAP) et l'Acte 3 de la Décentralisation. Quelques extraits du document enlèvent tout doute sur la finalité de la démarche :

« En lien avec les préfets, nous veillons à maintenir des permanences d'accueil du public dans les zones les plus éloignées de nos centres des Finances publiques en établissant un partenariat avec les communes et les intercommunalités, notamment dans le cadre de maisons de service public » (page 18) :

FODGFIP 35 vous demande: combien de fermetures de postes vous envisagez prochainement dans le département après celle de LA GUERCHE à l'ordre du jour de ce comité technique ?

De même en programmant le déplacement du service de publicité foncière de Vitré vers celui de Rennes 2 au 01/09/2014, vous déclinez aussi la démarche stratégique au plan local.

Par ailleurs, lors de ce CTL vous allez nous demander de voter sur une proposition de fermeture au public (guichet et téléphone) le mercredi pour la trésorerie de Châteauneuf d'Ille et Vilaine .

Elle s'ajoute aux réductions d'horaires d'accueil de la quasi totalité des trésoreries du département, toutes expliquées par des pénuries d'emplois.

C'est une étape vers ce que préconise la démarche stratégique qui prévoit : « Nous repensons l'articulation entre l'accueil téléphonique local et les plates-formes nationales (Centres Impôts Service, Centres Prélèvement Service) regroupées sous un pilotage unifié » (page 17).

*A terme combien de gros centres d'appel, avec quelles conditions de travail pour les agents et quelle accessibilité pour les usagers ?*

*Les mesures que vous présentez aujourd'hui accélèrent la remise en cause des missions de la DGFIP ;*

*Elles s'inscrivent dans un cadre de mise à mal des services publics qui met en danger la République.*

#### **FODGFIP35 REVENDIQUE :**

- **L'arrêt immédiat de la démarche stratégique et de la MAP,**
- **Le maintien de l'intégralité des missions exercées dans le ressort de la DGFIP,**
- **L'arrêt des réorganisations et des restructurations,**
- **Le maintien de l'ensemble du réseau de proximité, trésoreries, SIP, SIE, contrôle fiscal, soutenu et dirigé par des directions départementales conservant toutes leurs prérogatives,**
- **L'arrêt des suppressions d'emplois,**
- **Le maintien du statut général et des statuts particuliers et de tous les droits et garanties,**
- **Le maintien du Code des Pensions et du calcul des pensions sur les six derniers mois,**
- **L'abandon de tout allongement de la durée de cotisation pour retraite à taux plein.**

***Non, l'austérité est suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement.***

Les politiques d'austérité fondées en particulier sur la « compétitivité » et la « flexibilité » conduisent à la diminution du « coût du travail », et donc du niveau de protection sociale.

Elles engendrent une diminution du pouvoir d'achat, une explosion des inégalités, du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Elles compromettent toute politique industrielle, attaquent les principes républicains et les droits sociaux et conduisent l'économie vers la stagnation ou la récession. De ce fait, la situation ne cesse de se dégrader pour les travailleurs, les retraités et les demandeurs d'emploi partout en Europe.

*Une autre politique est possible et nécessaire.*